

ministre du Travail nous fera bientôt une déclaration sur les sérieuses grèves sauvages et grèves perlées qui se sont produites sur les chemins de fer du CP et du CN? Le ministre du Travail prendra-t-il incessamment des mesures pour intervenir, servir de médiateur et amener à une entente les syndicats et les chemins de fer?

L'hon. Allan J. MacEachen (président du Conseil privé): Monsieur le président, je transmettrai volontiers la question et la demande de déclaration au ministre du Travail afin qu'il puisse donner les renseignements voulus. A en juger par l'activité déployée jusqu'ici par le ministre du Travail, je puis assurer au député qu'il prendra toutes les mesures nécessaires à ce sujet.

* * *

L'AGRICULTURE

LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS DE FERME—LES REVENDICATIONS DES ÉLEVEURS DE PORCS DE L'OUEST

M. Don Mazankowski (Vegreville): Monsieur l'Orateur, je veux adresser une question au très honorable premier ministre. A-t-il reçu des communications des diverses associations d'éleveurs de porcs de l'Ouest du Canada demandant l'exclusion de leurs produits des dispositions du bill C-176 et peut-il nous informer de la nature de sa réponse?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas connaissance d'avoir reçu une telle correspondance, mais je vais me renseigner.

* * *

LES TRANSPORTS

LES SUBVENTIONS AUX EXPÉDITEURS DE L'ATLANTIQUE—L'ANNONCE D'UNE AIDE SPÉCIALE

M. Charles H. Thomas (Moncton): Monsieur l'Orateur, je destinai ma question au ministre des Transports mais, en son absence, puis-je l'adresser à son secrétaire parlementaire? Les expéditeurs de l'Atlantique éprouvent une inquiétude croissante dont ont fait état récemment les services coopératifs maritimes dans une lettre au ministre dans laquelle ils signalent que les subventions sous le régime de la loi sur les taux de transports des marchandises dans les provinces Maritimes sont éliminées graduellement sans qu'on annonce une autre aide spéciale, comme l'a promis le gouvernement. Le ministre voudrait-il alors indiquer quelle initiative il prend en ce qui concerne la recommandation du comité fédéral-provincial qui a demandé que le gouvernement prépare immédiatement un projet de règlement qui offrirait une telle aide spéciale?

M. Gérard Duquet (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, les hauts fonctionnaires du ministère scrutent soigneusement la question et ils devraient fournir sous peu à ce sujet une réponse au ministre. C'est tout ce que je puis dire pour l'instant.

M. Thomas (Moncton): Le secrétaire parlementaire pourrait-il indiquer quand la Chambre peut s'attendre à être saisie de cette mesure?

[M. Gleave.]

M. Duquet: Monsieur l'Orateur, ce sera probablement bientôt, mais je préfère laisser au ministre le soin de répondre à cette question.

M. Thomas (Moncton): Le rapport date de deux ans, monsieur l'Orateur.

* * *

LE PÉTROLE

LES PROJETS DE PIPE-LINES ET LES ÉTUDES ÉCOLOGIQUES

M. Randolph Harding (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. A-t-on entrepris, dans un ministère, le sien ou un autre, des études sur les effets possibles des pipe-lines sur l'écologie du Nord?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je crois avoir dit au cours du débat sur le sujet l'autre jour que des études approfondies se poursuivaient depuis plus de deux ans, non seulement au ministère mais au Conseil national de l'énergie, dans diverses universités et dans le secteur privé; elles englobent tous les aspects de la recherche requise. Le député d'Athabasca, je crois, m'a questionné plus précisément sur l'écologie, et je n'ai puis lui donner de réponse à l'époque. Mais il est sûr qu'on poursuit activement des études écologiques, entre autres.

M. Harding: Où procède-t-on à ces études écologiques et qui les dirige?

L'hon. M. Greene: Monsieur l'Orateur, c'est une question à laquelle il serait long de répondre à la période des questions. On y travaille dans bien des régions sous la direction de divers organismes des secteurs privé et public. Je me ferai un plaisir de donner une réponse détaillée au député lorsque nous serons saisis des prévisions budgétaires ou lors d'un débat sur la question.

* * *

LES TRANSPORTS AÉRIENS

LES PRIX EXCESSIFS EXIGÉS SUR LES LIGNES INTERNATIONALES—DEMANDE DE DÉCLARATION

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse soit au ministre des Transports, soit à celui de la Consommation et des Corporations qui, tous deux, devraient être présents aujourd'hui, mais ne le sont pas. Peut-être pourrais-je résoudre le problème en la posant au ministre suppléant des Transports ou au secrétaire parlementaire. Comme le ministre de la Consommation et des Corporations a déclaré qu'il avait chargé le ministre des Transports de protéger les intérêts des consommateurs à qui l'on demande des prix excessifs sur les lignes aériennes internationales, le ministre des Transports ferait-il une déclaration précise à ce sujet le plus tôt possible?

M. Gérard Duquet (secrétaire parlementaire du ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, ce qu'on peut avoir dit sur cette question n'est pas tout à fait exact. Le